

LE CONTENTIEUX RWANDO-UGANDAIS ET L'EST DU CONGO

par Bernard Leloup

Abstract

Though often announced, the final confrontation between Rwanda and Uganda has not taken place. Clare Short, sometimes considered the last bulwark against a frontal collision between Kagame and Museveni, has left without the two presidents getting to grips – anyway at the moment this article was finished, in June 2003.

But if a war threatens neither Kampala nor Kigali directly, the two capitals wage war in East Congo. There they create a political-military class of underlings and wield the ethnical weapon, playing off one group against the other at their own profit. Unhappily there are irresponsible Congolese who are tempted, some by status, some out of opportunism, provided it pays. It is dramatic that the international community does not rule against either.

On the geopolitical level, the isolation of Rwanda is obvious. It might well increase when their allies, once in power in Kinshasa, prove themselves less subservient than in Goma. Yet the Kagame regime keeps getting enough support from the West to continue.

Uganda does much better both on the regional and on the international level, even though it has lost the battle in Ituri. The increasing implication of Angola and more, of the US as its ally, is a considerable asset to Museveni, and a thorn in the side of Rwanda, which loses in proportion.

Notwithstanding their denials, antagonism between Kagame and Museveni is still very much alive. Both are preparing for war, trying to win a maximum of allies in case a spark sets fire to the powder. Both practise a politics of containment of their adversary. In this game the Ugandan relatively passive approach contrasts with the aggression shown by Rwanda, most of all in Kivu and Ituri. As long as the conflict between Rwanda and Uganda is not solved, the calvary of the Congo is not about to end.

1. INTRODUCTION

Cet article tente une analyse de la situation politique qui prévaut dans la région des grands lacs, en prenant le milieu de l'année 2002 comme point de départ. Il débute par une chronique de l'évolution des relations entre le Rwanda et l'Ouganda, pays sur lesquels nous focalisons notre recherche. Il s'efforce de cerner et d'offrir des éléments d'appréciation des stratégies poursuivies par les présidents Kagame et Museveni l'un envers l'autre.

Une seconde partie s'intéresse aux régimes rwandais et ougandais dans l'ordre politique régional et international. Elle constate qu'ils subissent des pressions non négligeables, les forçant chacun à faire étalage de leur bonne volonté à une communauté internationale sensiblement plus exigeante mais toujours aussi crédule et timorée.

Notre contribution, enfin, passe en revue la situation en Ituri et dans la partie septentrionale du Nord-Kivu. Elle met en évidence le jeu des alliances qui se font et se défont au gré des circonstances. Elle montre aussi combien la

crise dans l'Est du Congo est directement liée aux ingérences de l'Ouganda et du Rwanda, dont le contentieux est au cœur de difficultés présentes et à venir.

2. CHRONIQUE D'UN INTERMINABLE PSYCHODRAME

Les relations entre l'Ouganda et le Rwanda n'ont cessé de se détériorer au cours des dernières années. Les divergences croissantes entre les deux pays se sont à plusieurs reprises violemment exprimées lors des batailles que les alliés d'hier se sont livrées en territoire congolais¹. Ces épisodes introduisent dans la relation entre les deux pays une rupture que nous jugeons irréversible². Depuis, d'autres éléments sont encore venus renforcer ce point de vue. Des pics d'extrême tension se succèdent régulièrement, entrecoupés de périodes d'accalmie apparente. Le différend s'est ainsi brusquement ravivé en mars 2001, le gouvernement du Rwanda étant officiellement déclaré hostile à l'Ouganda³. Le début du mois de juillet voit certes s'engager quelques actions publiques de réconciliation, mais celles-ci, essentiellement destinées à rassurer bailleurs de fonds et autres candides, n'empêchent pas la tension d'atteindre son paroxysme en octobre 2001⁴. Emmenée par Clare Short, secrétaire d'Etat au Développement international, la médiation britannique bat alors son plein et empêche le pire de se produire.

La période qui nous intéresse s'ouvre sur des déclarations plutôt polémiques du président rwandais. Interrogé le premier juillet 2002 par une station de radio ougandaise, Paul Kagame s'emporte à propos des harcèlements dont les Rwandais sont supposés faire l'objet en Ouganda, et déclare, au sujet de la lettre de son homologue ougandais à Clare Short⁵, que « *reading it, you understand where the problem is, the problem is not with the one where the letter was pointing fingers, it is with the one who wrote the letter* ». Comme moyen de calmer le jeu, on a déjà vu plus efficace...

¹ Pour un historique des relations rwando-ougandaises et une analyse de la montée de la tension, voir LELOUP, B., "Rwanda-Ouganda: chronique d'une guerre annoncée?", REYNTJENS, F. et MARYSSE, S. (dir.), *L'Afrique des Grands lacs. Annuaire 1999-2000*, vol.4, Paris, L'Harmattan, 2000, pp.127-145.

² Du moins tant qu'aucun changement de régime n'affectera l'une ou l'autre capitale.

³ Lire à ce sujet la section consacrée au différend rwando-ougandais dans LELOUP, B., "Le Rwanda dans la géopolitique régionale", MARYSSE, S. et REYNTJENS, F. (dir.), *L'Afrique des Grands lacs. Annuaire 2000-2001*, vol.5, Paris, L'Harmattan, 2001, pp.75-93; également publié dans *Dialogue*, n°224, Bruxelles, septembre-octobre 2001.

⁴ Lire LELOUP, B., "Les rébellions congolaises et leurs parrains dans l'ordre politique régional", REYNTJENS, F. et MARYSSE, S. (dir.), *L'Afrique des Grands lacs. Annuaire 2001-2002*, vol.6, Paris, L'Harmattan, 2002, pp.79-114; également publié dans *Dialogue*, n°229, Bruxelles, juillet-août 2002.

⁵ Le 28 août 2002, Museveni écrivait à Short une invraisemblable lettre, très critique à l'égard du président rwandais. Pour plus de détails, voir LELOUP, B., "Les rébellions congolaises et leurs parrains dans l'ordre politique régional", *op. cit.*, pp.83-87 et 90.

Au fil des mois, des propos du même acabit ne cessent d'être proférés de part et d'autre de la frontière. Le 18 février 2003, la parlementaire ougandaise Winnie Byanyima⁶ accuse ainsi le gouvernement d'être sur le point d'armer 40.000 *interahamwe*. Le 6 mars, la prise de Bunia par les troupes ougandaises des mains de l'UPCRP⁷ génère une violente guerre des communiqués entre les deux pays⁸. Le 29 avril, Amama Mbabazi critique vertement le Rwanda devant le Parlement ougandais, dénonçant notamment l'appui qu'il fournit à ses rebelles: « *[s]ince 2001, to date, Rwanda has harboured and supported PRA, with a view of causing 'regime change' [...]* We shall do our job should our sovereignty be threatened. »

Des incidents répétés émaillent également la route rwando-ougandaise. Le risque est grand que l'un d'entre eux ne serve un jour de prétexte à une action armée. L'"affaire de l'avion", parmi d'autres, montre ainsi l'agressivité du Rwanda à l'égard de son voisin: le 20 février, un avion en provenance de l'Ouganda pénètre dans l'espace aérien rwandais avant de faire demi-tour. Les autorités rwandaises montent l'incident en épingle et haussent aussitôt le ton: « *[w]e officially registered our protest and want an explanation as to why a Ugandan military plane flew into Rwanda airspace. [...] We have [all the proof]. We have all the details like time, altitude and the time spent in our airspace.* » Après enquête, il apparaît que l'appareil en question a été utilisé par un centre d'étude basé à Nairobi, *International Centre for Research in Agro-forestry*, dont les chercheurs n'ont pas vraiment le profil des espions militaires dépeints par le Rwanda. Par ailleurs, les autorités rwandaises avaient été informées du vol à l'avance. De surcroît, d'après les autorités ougandaises, l'incident n'aurait même jamais existé puisque « *[t]he controller reportedly informed the pilot that he was outside Uganda's borders. Our suspicion is that the radio communication referred to above, suggesting that the aircraft was outside Uganda may have been picked up by other parties. Analysis of details given by the aircraft in relation to the map of Uganda indicate that the controller erred.* »

Kigali se démène comme il peut pour sortir de l'isolement généré par l'accord de Sun City, signé en avril 2002, et dont la lecture ne doit pas seulement se faire sur un plan strictement congolais, mais aussi à l'aune de la

⁶ Elle est aussi l'épouse de Kizza Besigye, candidat malheureux lors des élections présidentielles de 2001 et proche du Rwanda, ce qui pourrait signifier que cette accusation a été téléguidée par Kigali.

⁷ Union des patriotes congolais pour la réconciliation et la paix, à la tête duquel se trouve Thomas Lubanga. Pour plus de facilité, nous utilisons le sigle abrégé UPC dans la suite de l'article.

⁸ Tous les développements liés à cette nouvelle situation sont détaillés *infra*, de même que les éléments qui entourent la reconquête par l'UPC du chef-lieu de l'Ituri.

rivalité rwando-ougandaise⁹. Au même titre que Sun City avait évincé le Rwanda et ses alliés, Kigali cherche lui aussi à écarter l'Ouganda en tentant de conclure un accord séparé avec Kabila. La rencontre à Durban, en juillet 2002, en marge du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, des présidents Joseph Kabila et Paul Kagame, en présence du président Thabo Mbeki et du Secrétaire général des Nations unies, débouche sur la mise en place d'un comité d'experts des deux pays. Ce comité prépare un mémorandum d'accord que les deux présidents signent le 30 juillet 2002 à Pretoria en présence de leur homologue sud-africain et d'un représentant du Secrétaire général des Nations unies. Congolais et Rwandais s'entendent ainsi sur un retrait de ces derniers dans les 90 jours, à charge pour le Congo de traquer et désarmer les rebelles rwandais sur le territoire dont il a le contrôle, et de collaborer avec la MONUC et la CMM au démantèlement de ces forces.

Afin de ne pas être en reste, Museveni réagit en ordonnant quelques jours plus tard un retrait immédiat et total des troupes ougandaises présentes en République démocratique du Congo, et presse la tenue d'un sommet similaire à Luanda. Organisé les 14 et 15 août 2002, celui-ci rassemble des représentants ougandais et congolais, sous les auspices de Joao Miranda¹⁰. Renforçant encore un peu plus l'impression que l'Angola est à l'Ouganda ce que l'Afrique du Sud est au Rwanda, cette réunion aboutit le 15 août à la signature d'un protocole d'accord par les ministres des Affaires étrangères des deux pays, et la normalisation de leurs relations bilatérales. Et de fait, les unités positionnées à Buta, Gbadolite, Beni et Butembo se retirent rapidement, damant ainsi le pion à son voisin méridional, qui tarde à mettre en œuvre "son" accord de paix. Seul l'Ituri ne bénéficie pas du mouvement. Le 7 septembre, Museveni et Kabila ratifient le document dans la capitale angolaise, en présence du chef de l'Etat Dos Santos.

La vitesse avec laquelle l'Ouganda réagit prend le Rwanda de court. L'humiliation guette lorsque les Etats-Unis imposent au Rwanda d'en faire autant sans autre délai (voir *infra*). Mi-septembre, soit un mois et demi après la signature de l'accord de Pretoria¹¹, le Rwanda commence dès lors l'évacuation de ses troupes du Congo. Mais le régime prévient: « *[i]f Kabila and the UN do not live up to their promise and let negative forces manage to penetrate into our country, Rwanda will not sit back. We will respond.* »¹² Et

⁹ Pour une analyse de l'accord et de ses implications au niveau géopolitique, lire LELOUP, B., "Les rébellions congolaises et leurs parrains dans l'ordre politique régional", *op. cit.*, pp.94-98.

¹⁰ Ministre angolais des Affaires étrangères.

¹¹ Mais quelques heures après s'être entretenu avec George Bush...

¹² KABAREBE, J., cité par *Reuters*, Kindu, 17 septembre 2002.

Kagame de confirmer les dires de son chef d'état-major: « *[u]ne chose est sûre: nous n'accepterons jamais que l'insécurité s'installe au Rwanda.* »¹³

Le passage à Paris du président Kagame les 20 et 21 février, à l'occasion du sommet France/Afrique, est également révélateur de tensions plus personnelles entre Kagame et Museveni. Interrogé sur son « arrogance » présumée vis-à-vis de l'Ouganda, Kagame réplique: « *[s]i Museveni veut gouverner le Rwanda et trouve quelqu'un [sur son chemin] qui a pour nom Kagame et qui est de plus le président du Rwanda; et qu'il confonde un peu les choses ou qu'il s'oppose à ça, alors, si c'est ça l'arrogance, je plaide coupable à l'accusation d'arrogance. Le Rwanda est le Rwanda et l'Ouganda est l'Ouganda. Nous pouvons devenir de très bons amis, nous pouvons travailler ensemble, mais l'Ouganda ne peut venir au Rwanda régler les problèmes du Rwanda. Ils ont leurs propres problèmes, ils devraient s'en occuper. Nous, nous comprenons nos problèmes et nous voulons les régler entre nous.* » Egalement très révélateur, cet entretien avec Charles Muligande: « *[l]e problème entre eux et nous est un simple problème d'acceptabilité: les Ougandais doivent savoir qu'à Kigali existe un gouvernement dirigé par des hommes responsables dont l'action est tournée vers la défense des intérêts de leurs populations. Aussi longtemps qu'ils ne pourront considérer positivement cette nouvelle donne, à savoir que les dirigeants rwandais sont certes nés ou ont grandi dans les dures conditions de vie du maquis ougandais mais qu'il s'agit désormais d'hommes d'Etat responsables, leurs homologues à eux, puisqu'ils se trouvent à des postes de commandement dans leur pays et que, de gré ou de force, ils doivent apprendre à les respecter et non à les dénigrer, il y aura inévitablement des problèmes.* »

Les dernières semaines apporteraient-elles du baume au cœur des plus pessimistes, comme le suggèrent certains commentateurs? Ceux-ci s'appuient notamment sur le fait que les deux présidents se sont parlés longuement seul à seul lors de leur dernière rencontre à Londres. Le fait que l'Ouganda envoie à Kigali une délégation composée des ministres Sam Kuteesa, Kidhu Makubuya et Eriya Kategaya est également interprété positivement. Ils soulignent en outre que le nouveau ministre à la Présidence, Kirunda Kivejinda, représente l'Ouganda lors de la commémoration du génocide au Rwanda, le 7 avril 2003. En retour, ces visites sont suivies de celle d'une délégation rwandaise qui inclut Protais Musoni et le major Emmanuel Ndahiro. Plus important encore, le récent voyage à Kigali du colonel Noble Mayombo¹⁴ suivi par celui de Janet Museveni, la femme du président ougandais.

¹³ *Jeune Afrique/L'intelligent*, n°2179, Paris, 14-20 octobre 2002. Interrogé par l'hebdomadaire sur ses relations avec Museveni, Kagame estime que leurs relations sont « *moins mauvaises qu'il y a un an ou deux, mais toujours nettement moins bonnes qu'il y a cinq ou six ans.* »

¹⁴ Responsable des services de renseignements militaires ougandais, il est l'un des hommes les plus puissants du régime.

Nous sommes loin de partager cet optimisme. Le fait que l'Ouganda envoie une délégation à Kigali ne signifie pas grand-chose. Les dirigeants n'ont jamais cessé de se parler, même si, au niveau le plus haut, les contacts sont rares. Les ministres de la Défense des deux pays et leurs délégations se réunissent ainsi en juin puis novembre 2002 à Kampala, sous l'œil attentif des Britanniques. Les 21 et 22 novembre, le ministre ougandais des Affaires étrangères, James Wapakhabulo, rencontre son homologue rwandais à Kampala. D'autre part, l'envoi d'un ministre à la Présidence aux commémorations du génocide est le service minimum attendu; c'est la présence de Museveni lui-même qui aurait pu faire présager d'une nouvelle donne. Enfin, il faudra certainement plus qu'une visite de courtoisie de Janet pour rétablir les liens d'amitiés entre les deux dirigeants... On se souviendra par ailleurs que Museveni avait envoyé Salim Saleh¹⁵ au Rwanda en juillet 2001, soit quelques semaines avant que la situation entre les deux pays ne se dégrade dangereusement.

Les stratégies développées par les deux régimes l'un envers l'autre diffèrent aujourd'hui sensiblement. Autant l'Ouganda joue-t-il la prudence (voir *infra*), autant le Rwanda nous paraît prendre des initiatives audacieuses, préférant le risque d'un quitte ou double au statut quo. Cette politique témoigne de la pression croissante autour du régime de Kigali, et aussi du fait que ce statu quo ne lui plaît guère. La stratégie du Rwanda est celle d'une politique d'encerclement et d'isolement de l'Ouganda. Cette stratégie passe notamment par le Kenya, avec lequel le Rwanda s'évertue à former une alliance depuis longtemps. La mise en place de ce *containment*, déjà ancienne, devient particulièrement visible depuis l'hiver 2002-2003. C'est l'époque où le Rwanda prend pied en Ituri, en jouant fort bien une partie particulièrement risquée. C'est aussi le moment des premiers contacts entre la LRA et le leadership rwandais. Par ailleurs, Kigali n'a pas abandonné l'idée d'installer durablement au Nord-Kivu une rébellion ougandaise de sa création¹⁶. Le Rwanda semble animé d'une hargne et d'une agressivité peu commune à l'égard de son voisin; ses provocations en Ituri et au Kivu en sont symptomatiques.

La carte des *interahamwe*, la seule qui gagne à tous les coups, est également utilisée à tour de bras contre l'Ouganda. Déjà au mois de mai 2002, un rapport du *Joint Verification and Investigation Committee* évoquait la

¹⁵ Demi-frère de Museveni et ancien chef d'état-major de l'armée ougandaise, il obtient le grade de lieutenant-général en octobre 2001. Son vrai nom est en fait Caleb Akandwanaho.

¹⁶ Pour plus de détails sur les objectifs rwandais à ce propos, lire LÉLOUP, B., "Les rébellions congolaises et leurs parrains dans l'ordre politique régional", *op. cit.*, pp.85-86. L'opération constituerait en outre une pression idéale au cas où Museveni viendrait à interférer dans le processus électoral en cours au Rwanda.

présence d'*interahamwe* dans le sud-ouest de l'Ouganda.¹⁷ Profitant de l'aubaine de telles révélations, par ailleurs cautionnées par les Britanniques, le Rwanda s'ingénie à montrer la matérialité de cette relation. Barihima est assurément un volet de cette campagne. Ancien membre du RCD-Goma qui avait fait défection vers Kampala, ce dernier rentre à Goma début janvier avec quelques-uns de ses proches. Dans une conférence de presse qu'il y anime le 5 janvier, il fait savoir qu'en Ouganda, des exercices militaires sont entrepris à Nakivale, Rukinga, Kyangwari et Kampala, exercices militaires qui sont destinés aux miliciens *interahamwe* et à certains Congolais d'expression rwandaise issus des régions de Rutshuru et Masisi, ceci dans le but de déstabiliser le Rwanda. Ils sont approvisionnés, dit-il, en armes en provenance de Kinshasa via l'aéroport d'Entebbe en Ouganda. Il précise que 500 d'entre eux viennent de terminer leur formation militaire à Nakivale tandis que 1500 autres sont cantonnés à Kyangwari, et que les *interahamwe* et les Congolais d'expression rwandaise sont assistés dans cette formation par Noble Mayombo, Kahinda Otafiire et Amama Mbabazi.

Le régime ougandais a, dans un premier temps, montré assez clairement qu'il était prêt à soutenir une rébellion armée contre Kagame, avec l'aide d'officiers militaires rwandais en exil. La démarche s'articulait autour du major Alphonse Furuma, alors réfugié à Kampala¹⁸, et suscitait un intérêt manifeste de la part de ses interlocuteurs ougandais. Dans le courant de l'année passée, la situation se fige et il n'est soudainement plus question de tels préparatifs¹⁹. Il est logique de penser, comme nous le verrons plus loin, que Museveni ne souhaite pas se compromettre et ternir l'image assez positive dont il bénéficie aux yeux des bailleurs internationaux.

Museveni n'en reste pas pour autant inactif vis-à-vis du Rwanda. Curieusement²⁰, plusieurs sources confirment le recrutement de jeunes Rwandais réfugiés en Ouganda, sans que rien ne filtre quant au rôle que les autorités ougandaises souhaitent les voir jouer²¹. Ces recrues sont-elles destinées à servir au Congo, où la situation est plus que jamais volatile (voir *infra*)? Sont-elles le fer de lance à venir d'une opération à mener contre le Rwanda ou ses alliés congolais? S'il est difficile de répondre à ces questions, au moins un enseignement peut-il être tiré: Museveni a manifestement décidé de se passer des services d'officiers militaires rwandais trop voyants²², qu'ils soient réfugiés sur son territoire ou ailleurs. Ceux-ci, pourtant, sont nombreux

¹⁷ *Idem*.

¹⁸ Arrivé à Kampala en janvier 2001, il est relégué aux Etats-Unis en avril 2003.

¹⁹ Entretiens divers, Kampala et Bruxelles, 2001-2003.

²⁰ Etant donné l'analyse que nous venons de faire dans le paragraphe qui précède.

²¹ Entretiens avec des membres de la communauté rwandaise en Ouganda, janvier et février 2003.

²² Ceci cadre davantage avec notre analyse du paragraphe précédant.

à se bousculer au portillon. De l'aveu même de ces courtisans, Museveni et ses proches collaborateurs ont manifestement un plan auquel ils ne souhaitent pas les associer. C'est aussi l'impression que nous avons suite à nos différentes entrevues dans la capitale ougandaise.

Il est par contre avéré que Kampala entretient des contacts avec certains officiers militaires à Kigali²³. Le général-major Kayumba Nyamwasa, dont le nom est souvent cité comme celui qui fera tomber Kagame, nous paraît être une pièce maîtresse de l'échiquier. Ancien chef d'état-major de l'armée rwandaise, il est un des rares officiers supérieurs à avoir le même grade que Kagame²⁴. Après avoir passé de nombreux mois en Angleterre, son retour à Kigali se fait sous la protection de Londres. Rival de Kagame par excellence, ce dernier ne peut aujourd'hui se permettre d'éliminer un interlocuteur privilégié de l'ambassade britannique à Kigali. Conscient du danger qu'il représente et faute d'alternative, son entourage est systématiquement mis en difficulté ou affaibli²⁵. Kayumba adopte dès lors un profil bas et un rôle effacé, dans une situation où il s'efforce de ne pas compromettre son avenir si celui-ci doit se poursuivre avec Kagame. Il reste néanmoins une figure de poids avec laquelle des responsables ougandais n'ont pas manqué d'avoir des discussions lors de son séjour au Royaume-Uni²⁶. Sa probable inculpation par le TPIR est cependant un handicap majeur.

Enfin, la capitale ougandaise reste la destination rêvée pour tout opposant rwandais ou déserteur des RDF²⁷. Et inversement.

3. LES REGIMES RWANDAIS ET OUGANDAIS DANS L'ORDRE POLITIQUE REGIONAL ET INTERNATIONAL

Le Rwanda est de toute évidence de plus en plus isolé, tant sur la scène régionale qu'internationale²⁸. Sur le plan régional, la situation s'est encore envenimée avec l'Ouganda, le conflit menaçant gravement la stabilité de l'Est du Congo (voir *infra*). Dans ce dernier pays, le Rwanda et ses alliés du RCD-Goma²⁹, de l'UDPS³⁰ et de l'UPC se sont eux-mêmes marginalisés et

²³ Entretiens à Kampala et Kigali; janvier, février et avril 2003.

²⁴ Les autres sont James Kabarebe, nommé chef d'état-major en remplacement de Kayumba et fidèle parmi les fidèles du chef de l'état, ainsi que Marcel Gatsinzi, ex-FAR et actuel ministre de la Défense dont le pouvoir décisionnel est des plus limités.

²⁵ C'est dans ce contexte qu'il faut apprécier l'arrestation du lieutenant-colonel Dan Munyuza et d'autres officiers militaires tels les lieutenants-colonels Augustin Macumu, Jean-Damascène Sekamana ou Eugène Ruhetamacumu, pour ne citer que ceux-là. Tous ont en commun d'avoir travaillé pour Kayumba lorsque celui-ci était chef d'état-major adjoint de la gendarmerie.

²⁶ Ces contacts sont confirmés par plusieurs sources à Londres et Kampala.

²⁷ *Rwanda Defense Forces*, la nouvelle appellation de l'armée rwandaise depuis avril 2002.

²⁸ Lire LELOUP, B., "Le Rwanda dans la géopolitique régionale", *op. cit.*, pp.75-93.

²⁹ Rassemblement congolais pour la démocratie, présidé par Adolphe Onusumba.

doivent aujourd'hui faire face à une large coalition qui ne leur cache pas son hostilité³¹. Celle-ci se constitue autour d'un axe Luanda/Kinshasa/Kampala, et regroupe des Tutsis congolais³², *mayi-mayi* et troupes du RCD-Kis-ML.

Au niveau international, si le régime du FPR ne dispose plus du soutien quasi-total³³ des premières années de son existence, il n'en reste pas moins qu'il bénéficie toujours d'appuis suffisamment puissants pour perdurer; Grande-Bretagne et Etats-Unis n'ont en effet pas démenti leur penchant favorable au gouvernement de Kigali. Il n'empêche: des pressions occidentales croissantes caractérisent indéniablement la période étudiée. Et ces pressions semblent davantage viser le Rwanda que l'Ouganda³⁴.

Le Royaume-Uni parvient ainsi à maintenir à un degré d'intensité acceptable la dispute rwando-ougandaise. La crainte de cet allié y est assurément pour beaucoup dans la gestion quotidienne de la crise par les deux régimes. L'Angleterre tient aujourd'hui le Rwanda et l'Ouganda la bride au cou; si l'attention britannique devait se relâcher, il ne fait aucun doute que la situation deviendrait rapidement explosive. Puisse cette sentence ne pas se vérifier avec la démission, le 12 mai 2003, de Clare Short, dont la vigilance, eu égard aux relations rwando-ougandaises, ne s'est jamais démentie, à l'instar de la sympathie que lui inspire le régime rwandais. Quoi qu'il en soit, Kagame perd sans conteste un allié inconditionnel.

Chaque sommet tripartite se voit ainsi précédé de surprises avancées dans le règlement dudit différend. La période passée en revue dans cette contribution en connaît deux: le 17 octobre 2002 et le 8 mai 2003. Un retrait du Congo, manifeste quoique partiel, est réalisé avant la tenue du premier, tandis qu'à la veille du second, les derniers déserteurs encore sur le territoire l'un de l'autre sont délocalisés³⁵.

Concernant le retrait, en octobre 2002, de troupes rwandaises du Congo, ce sont les Etats-Unis qui jouent un rôle décisif. Ce n'est certes pas la

³⁰ Union démocratique pour le progrès social d'Etienne Tshisekedi.

³¹ Pour le cas de l'UPC, voir *infra*.

³² Au premier rang desquels le capitaine Patrick Masunzu, que ses anciens compagnons d'armes au sein du RCD qualifient aujourd'hui de « force négative » (entretien à bâtons rompus avec l'équipe dirigeante du RCD, Kigali, 7 avril 2003).

³³ A l'exception notable de la France. Lire à ce sujet LELOUP, B., "Le Rwanda dans la géopolitique régionale", *op.cit.*, pp.81-83. Pour une tentative d'éclairage de certains faits troublants en rapport avec la politique de ce pays au Rwanda, lire LELOUP, B., "Opération Turquoise: retour sur une intervention militaire controversée. La France a-t-elle quelque chose à cacher au Rwanda?", à paraître en 2003.

³⁴ Particulièrement celles émanant des Etats-Unis.

³⁵ Officiellement, il n'y a plus d'officiers supérieurs réfugiés dans le pays voisin. Derniers arrivés en Ouganda, le 30 mars 2003, le général de brigade Emmanuel Habyarimana, ancien ministre rwandais de la Défense, le colonel Balthazar Ndegeyinka et le lieutenant Alphonse Ndayambaje débarquent en Suisse le 5 juin. La fuite, le 7 février 2003, du colonel ougandais Edison Muzoora est moins documentée; il semblerait qu'il soit toujours au Rwanda.

première fois que le Rwanda promet de retirer ses troupes mais c'est la première fois que l'annonce en est faite par le président rwandais lui-même, qui plus est avec précision de date et devant le Conseil de sécurité. C'est surtout la première fois que l'administration américaine exerce une sérieuse pression diplomatique et financière sur le gouvernement rwandais. Ces efforts culminent avec la rencontre des présidents Bush et Kagame le 13 septembre 2002³⁶. Quelques heures plus tard, le Rwanda commence à retirer ses troupes devant les caméras de télévision.

C'est encore sous la pression que le président rwandais finira par accepter l'intervention française en Ituri, après l'avoir brocardée. Cette fois encore, la pression américaine est décisive³⁷. Le 27 mai 2003, Kagame annonce ainsi, non sans ironie: « *[i]f France could come with other forces from other countries, we would look at that as a U.N. [deployment], and therefore the damage that I would anticipate would be limited, more limited than if it was just France going to deal with the problem of Ituri. I'm in support of the U.N. being more active to resolve the problems in Ituri.* » L'Ouganda, lui, joue éminemment bien le jeu en acceptant d'emblée l'intervention militaire en préparation. Indéniablement, l'Ouganda marque une nouvelle fois des points au détriment du Rwanda.

Et de fait, l'Ouganda nous semble rester en marge de ces dispositions contraignantes. Trois raisons nous paraissent expliquer ce fait. D'abord, les Etats-Unis privilégient cet allié de par sa position géographique, la lecture américaine des événements mondiaux se faisant dorénavant à travers le prisme exclusif du terrorisme. Dans cette perspective, l'Ouganda, voisin du Soudan islamique, jouit d'une position stratégique privilégiée qui fait de Museveni un relais indispensable dans la région. L'importante aide américaine accordée à la lutte contre la LRA³⁸ en est un témoignage éclairant. Museveni exprime d'ailleurs personnellement sa gratitude et son adhésion à la politique américaine par une présence assidue dans le Nord du pays. Payant ainsi de sa personne, il espère un appui américain dans son intention de briguer un troisième mandat. Un coup de pouce pourrait s'avérer capital, vu le climat politique détestable qui a résulté de l'annonce par le *National Executive Committee* de son *Movement* d'un possible amendement

³⁶ Lors de la crise entre le gouvernement rwandais et le TPIR, les Etats-Unis ont fait pression sur le Rwanda pour qu'il autorise les témoins à voyager afin que les procès puissent reprendre. Lors de la réunion du Fonds monétaire international en juin 2002, les Etats-Unis avaient déjà refusé d'approuver le financement de l'aide à la réduction de la pauvreté et à la croissance au Rwanda. Le rapport sur les droits humains du Département d'Etat américain a critiqué le bilan médiocre du Rwanda en 2001.

³⁷ Entretien avec des diplomates et militaires français, Bruxelles et Paris, juin 2003. La France avait d'emblée annoncé qu'elle n'interviendrait qu'à la condition que l'Ouganda et le Rwanda ne s'y opposent pas.

³⁸ *Lord's Resistance Army*.

constitutionnel supprimant l'interdiction de cumuler plus de deux mandats. La démission forcée de la vice-présidente et le renvoi expéditif de quatre ministres, dont le ministre de l'Intérieur Eriya Kategaya³⁹, montrent en tout cas à quel point l'enjeu n'est pas un sujet de plaisanterie pour Museveni. Il est logique de penser que le président ougandais ne souhaite pas ternir l'image assez positive dont il bénéficie aux yeux des bailleurs internationaux. Aussi l'Ouganda est-il moins agressif dans sa relation avec le Rwanda (voir *supra*) et vis-à-vis du Congo.

A l'instar du Rwanda, l'Ouganda conclut avec les Etats-Unis un accord de non extradition des ressortissants américains qui seraient éventuellement inculpés par la Cour pénale internationale, signe s'il est besoin de la compétition que se livrent les deux pays pour l'obtention des faveurs américaines. L'annonce, au mois de juin, de la tournée africaine du président Bush au programme de laquelle figure l'Ouganda, mais pas le Rwanda, est un revers majeur pour le régime rwandais et un signal de plus à destination de Kagame.

Deux autres raisons, plus hypothétiques, pourraient expliquer le régime de faveur dont jouit l'Ouganda. Il faut d'abord se rappeler que l'administration Bush n'était pas aux affaires au moment du génocide et qu'on peut probablement moins facilement lui faire ressentir sa culpabilité. Ensuite, la dictature de Museveni est sans commune mesure avec la situation qui prévaut au Rwanda, et nous avons la faiblesse de penser que les dirigeants américains n'y sont pas insensibles. La violence de la répression au Rwanda est dénoncée dans des écrits, toujours plus nombreux, d'universitaires, journalistes et ONG de toutes obédiences.

Les régimes rwandais et ougandais sont dans une dynamique de radicalisation croissante. Le Rwanda avait déjà subi deux vagues successives: en 1995, lors des premières défections de personnalités hutu qui avaient accepté de composer avec le FPR, puis à partir de 2000, avec les premières défections tutsi au plus haut niveau. Le début de l'année 2003 inaugure une nouvelle période de crise, concomitante à la préparation du référendum constitutionnel et des élections sensées lui succéder, en août et septembre. La situation se détériore de façon alarmante dans les semaines qui précèdent directement l'organisation du référendum⁴⁰. Quant à l'Ouganda, la paranoïa

³⁹ Ami de longue date du président ougandais, son renvoi est lourd de conséquences politiques. Il signifie que quiconque s'opposera à l'amendement constitutionnel sera considéré comme un adversaire et traité comme tel. Comme Kategaya, le ministre de l'Administration locale Bidandi Ssali avait été au gouvernement de façon ininterrompue depuis la prise de pouvoir de Museveni en 1986. Tous ont eu l'audace de critiquer la révision constitutionnelle et l'attitude de leur président. Les garder au gouvernement aurait sans aucun doute encouragé d'autres à rejoindre les protestataires.

⁴⁰ Concernant la situation prévalant au Rwanda, lire REYNTJENS, F., "Chronique politique du Rwanda et du Burundi, 2002-2003", ailleurs dans cet *Annuaire*.

n'est pas moins présente au sein du régime, lui aussi en proie à un durcissement visible.

Les rapports avec la Belgique, très active en Afrique centrale depuis que Louis Michel est en poste aux Affaires étrangères, sont en demi-teinte. De l'aveu même de Kagame, « *il y a des hauts et des bas, mais dans le fond la tendance est positive. Avec Louis Michel, c'est autre chose* »⁴¹. Kagame se rend à Bruxelles les 8 et 9 décembre 2002, à l'invitation du Premier ministre Guy Verhofstadt, lors d'un voyage qui, côté belge, fait l'objet de peu de commentaires officiels⁴². La délégation rwandaise y rencontre également le président de la Commission européenne, Romano Prodi. La dernière visite ministérielle belge à Kigali, les 6 et 7 avril 2003, est marquée d'une étonnante passivité vis-à-vis du durcissement pourtant flagrant du régime rwandais⁴³. Le contexte électoral ne se prête-t-il sans doute pas à trop de remous...

4. L'ITURI DANS LA DEBACLE RWANDO-UGANDAISE

Le 6 janvier 2003 marque l'ouverture d'un nouveau front dans la guerre des nerfs que se livrent Kagame et Museveni. Réunis à Goma, Thomas Lubanga et Adolphe Onusumba signent conjointement, au nom de leurs mouvements respectifs, « *une alliance qui engage les deux parties à coopérer et s'assister mutuellement dans toutes les situations d'ordre politique, militaire, sécuritaire, économique et social* ». L'entente inclut également la revendication du retrait total de toutes les troupes étrangères⁴⁴ et en profite pour exiger « *l'arrêt par le Gouvernement de Kinshasa de tout appui aux groupes armés [...] qui sèment la désolation au sein de la population congolaise de l'Est du pays* », renforçant ainsi le « *refrain sécuritaire* »⁴⁵ du

⁴¹ *Jeune Afrique/L'intelligent*, n°2179, Paris, 14-20 octobre 2002.

⁴² Peut-être du fait que ce séjour est précédé de critiques virulentes, surtout en Flandre. Nous nous interrogeons sur l'opportunité de cette visite dans une tribune libre publiée, dans la presse francophone, le jour de la rencontre du président rwandais avec ses hôtes.

⁴³ A ce propos, il est désolant de constater que la communauté diplomatique à Kigali, néophyte et paresseuse, fasse preuve de bien peu d'esprit critique. Quand donc se rendra-t-elle compte que le régime n'a pas besoin de temps, mais de sévères avertissements? Qu'il nous soit ici permis de regretter le départ de Peter Huyghebaert, Premier secrétaire à l'ambassade de Belgique, et parmi les rares diplomates à faire honneur à sa profession (à l'instar de son homologue à l'ambassade des Pays-Bas, Jeroen de Langhe, et de quelques autres). A côté de cela, il est incompréhensible que le mandat de l'attaché militaire belge, aveuglé par le FPR et véritable nuisance au sein de l'ambassade, soit sans cesse renouvelé.

⁴⁴ Aux yeux des signataires, cette stipulation ne concerne pas le Rwanda puisque celui-ci ne cesse de clamer, contre toute évidence, qu'il n'a plus un seul soldat au Congo.

⁴⁵ C'est l'expression que nous utilisons, de façon péjorative, dans un article intitulé «Congo, terre convoitée» publié dans *La Libre Belgique* du 28 février 2002. Il faut cependant reconnaître que les liens entre les FDLR et Kinshasa ne sont pas aussi distendus qu'on veut parfois nous le faire croire, ce qui n'est pas fait pour atténuer la menace que fait peser l'état-

régime rwandais. Quant à Thomas Lubanga, il tire son avantage dans l'appel à « *considérer l'urgence et la nécessité d'intégrer [son mouvement] [...] dans le processus de paix de Pretoria* ». Ce pacte ne fait toutefois qu'officialiser des liens qui existent déjà depuis plusieurs mois entre le Rwanda, ses satellites et le groupe de Lubanga. C'est d'ailleurs la présence simultanée de Lubanga et de la paire Mande/Kyakabale, eux-mêmes de connivence avec le Rwanda, qui justifie le déploiement d'unités ougandaises⁴⁶ sur la rive ouest du lac Albert, dès octobre 2002⁴⁷.

Il nous est difficile d'expliquer ce rapprochement autrement que par une volonté rwandaise de provoquer Museveni sur un front de plus, mettant ainsi en application sa stratégie de *containment* de l'Ouganda (voir *supra*). Kigali entend manifestement disputer les richesses de l'Ituri à l'influence ougandaise, et en particulier les mines aurifères autour de Kilo Moto, le coltan et autres minéraux rares, ainsi que les gisements pétrolifères, apparemment prometteurs, dans le bassin du lac Albert. Débarquer comme un cheveu dans la soupe en Ituri est aussi une manière pour le Rwanda de briser la politique d'isolement dont il est lui-même victime de la part de l'axe Luanda/Kinshasa/Kampala évoqué *supra*.

Ainsi, un peu à la manière dont Beni s'érigea en tête de pont de Kinshasa dans l'Est du Congo, Bunia devient ouvertement un relais du Rwanda en Ituri. Cette situation est évidemment totalement inacceptable pour Museveni, et son courroux à la mesure de la crainte que lui inspire l'accord intervenu. Il dépêche aussitôt le colonel Noble Mayombo, Salim Saleh et Kale Kayihura⁴⁸ à Bunia, avec pour mission de ramener Lubanga dans le giron ougandais, à tout prix. Ces pourparlers n'aboutiront pas. Provocation ultime: Adolphe Onusumba, Moïse Nyarugabo⁴⁹ et Sylvain Buki⁵⁰ se rendent à Bunia les 5 et 6 février 2003. Convaincu de la duplicité de Lubanga, le président Museveni rentre de Gulu⁵¹ et consulte son état-major dans la capitale ougandaise, où l'agitation est nettement perceptible au sein de la classe dirigeante⁵². La décision d'intervenir est prise.

major rebelle sur la sécurité du Rwanda. D'un autre côté, quand cela servait un intérêt commun, des collaborations ont également émaillé les relations entre RDF et FDLR au Congo.

⁴⁶ Provenant du 53^{ème} bataillon basé à Bunia.

⁴⁷ Entretien avec des officiers militaires ougandais, Kampala, janvier et février 2003. Voir aussi *The New Vision*, Kampala, 21 octobre 2002.

⁴⁸ Promu général de brigade en novembre 2001 au retour d'une année d'étude aux Etats-Unis, il est nommé *Chief Political Commissar* au sein de l'armée ougandaise et garde son poste d'assistant militaire auprès de Museveni.

⁴⁹ Chef du département de la Justice et des Droits humains au sein du RCD-Goma.

⁵⁰ Chef d'état-major de l'armée rebelle.

⁵¹ Ville située dans le nord de l'Ouganda, base de l'intervention gouvernementale contre les rebelles de la LRA.

⁵² Notes personnelles, Kampala, février 2003.

Museveni recherche ensuite le blanc-seing de Kinshasa et de l'Angola. Il rencontre ainsi Kabila à Dar-es-Salam les 9 et 10 février, en présence du ministre angolais des Affaires étrangères. A l'issue de ce sommet, les deux présidents réitèrent leur engagement à respecter l'accord de Luanda (voir *supra*), lequel est légèrement amendé par la signature d'un texte autorisant un nouvel échéancier pour la mise en place de la Commission de pacification de l'Ituri (CPI). Selon le nouveau calendrier, cette dernière doit être mise en place et commencer ses travaux le 17 février, et les clôturer pour le 20 mars, date à laquelle les troupes ougandaises devront avoir parachevé leur retrait du Congo. L'amendement crée aussi un mécanisme de concertation permanent permettant aux deux présidents de surveiller de près la situation dans l'Ituri et d'adopter les mesures appropriées pour les aider à maintenir un climat de paix et de sécurité dans la région. L'Angola s'implique largement puisqu'il se propose d'accueillir dans sa capitale la première rencontre de la CPI et que les chefs d'Etat se réunissent à nouveau à Luanda le 14 février.

Le 6 mars 2003, Thomas Lubanga est, en quelques heures, chassé de Bunia *manu militari*⁵³. Les jours qui suivent, les troupes ougandaises prennent le contrôle de la plupart des villes et localités aéroportuaires de la région. Le 20 mars, Kale Kayihura signe une déclaration officielle de cessation des opérations militaires, dans laquelle il demande notamment aux Nations unies l'introduction d'observateurs au niveau des pistes d'atterrissage des dites localités. L'objectif est évidemment d'empêcher le Rwanda et son allié local d'y reprendre pied une fois l'armée ougandaise retirée. Malheureusement pour les autorités ougandaises, la force dirigée par la France arrivera trop tard...

Le jour même de la prise de Bunia, le RCD-Goma quitte les négociations de Pretoria pour protester contre le coup de force des UPDF et le rôle de Kinshasa dans les derniers combats. Ils s'inclinent finalement sous la pression internationale, non sans dénoncer « *l'attaque dans le dos lancée par le gouvernement de Kinshasa et les Ougandais dont le RCD et le peuple congolais sont les victimes* »⁵⁴. Et de demander que la communauté internationale exige le départ des Ougandais de la ville de Bunia, sinon « *le RCD se réserve le droit d'intervenir* »⁵⁵. Le même jour, le porte-parole du RCD-Goma demande au Conseil de sécurité d'imposer des sanctions contre le gouvernement de Kinshasa pour sa participation dans les combats.

Le 14 mars, c'est au tour de Kigali de réagir très violemment au coup de force de l'Ouganda, que les autorités rwandaises accusent de fournir des

⁵³ Pour rappel, lors des derniers combats dans la ville de Bunia, en août 2002, l'UPC avait été appuyée par les UPDF pour chasser le RCD-Kis-ML de la ville. Depuis, des liens ont été renoués entre James Kazini et le RCD-Kis-ML (entretien avec Mbusa Nyamwisi et son état-major, Beni, janvier 2003).

⁵⁴ NYARUGABO, M., entretien téléphonique, 6 mars 2003.

⁵⁵ RUBERWA, A., *RTNC*, 6 mars 2003.

armes et de collaborer avec les « génocidaires »: « *Ugandan forces [...] have [...] continued to reinforce with heavy armaments [...] in the whole of the Ituri region. [...] the government of Uganda, working with the Kinshasa government is deploying its troops together with FAR and EX-FAR Interahamwe into areas of Beni, Butembo, Lubero and Kanyabayonga in North Kivu [...]. This poses a direct security threat to Rwanda.* » Et d'avertir qu'il ne restera pas sans réagir, faute d'un retrait total et immédiat des troupes ougandaises, et d'un retour des forces de Kinshasa vers leurs positions défensives initiales: « *[i]f the international community has found it acceptable for Uganda to return to the DRC, for all the dubious reasons it has given, then it is legitimate that Rwanda should go in the DRC to contain this new situation. The United Nations must, therefore, demand and obtain total and immediate withdrawal of Ugandan troops from the DRC and the return of Kabila forces to their original defensive positions. Should the international community fail to reverse this development promptly and decisively, Rwanda would be compelled to assume its responsibility and take appropriate measures to protect its people.* »⁵⁶

Ces invectives du régime rwandais sont d'autant plus hypocrites que le Rwanda, lui non plus, n'a jamais complètement retiré ses troupes et qu'au même moment, les RDF entrent massivement au Kivu. Mais, dans une situation où les autorités rwandaises nient toute implication de leurs troupes au Congo et que la communauté internationale fait mine de les croire, la forte présence, reconnue de surcroît, de l'armée ougandaise en Ituri est du pain béni. Et les autorités rwandaises ne se privent pas d'en profiter...

La réponse ougandaise au précédent communiqué ne se fait pas attendre. Le 15 mars, le ministre ougandais de la Défense, Amama Mbabazi, répond à « l'ultimatum » du Rwanda, dénonçant ses actions de déstabilisation de l'Ituri et de l'Ouganda: « *[w]e knew, all along, that it was the Rwanda government that was scheming to destabilise Uganda, from that part of the DRC. Starting with September, last year, they massively air-lifted arms into that area [...]. Not only was Rwanda bringing these massive arms into Ituri, but they were also locating Ugandan deserters, such as Muzoora, in that area to launch attacks against Uganda.* » Et de réagir à propos de l'accusation de collaboration avec les *interahamwe*: « *[The Rwanda leaders] [...] say that Uganda is harbouring Interahamwe and working with other negative forces. Where are these Interahamwe? How could they insult us like that given what Uganda went through to stand by those ladies and gentlemen in charge of Rwanda today? We shall never work with Interahamwe. If Rwanda attacks us directly, we shall fight them ourselves. If they attack us using proxies like they*

⁵⁶ Relues *a posteriori*, ces phrases résonnent comme une justification de l'attaque dans la partie septentrionale du Nord-Kivu. Notons que Beni et Butembo sont mentionnées au même titre que Kanyabayonga et Lubero qui, elles, seront effectivement occupées (voir *infra*).

did recently using Lubanga, we shall fight those proxies. On the contrary, it is their proxies, Mande and Kyakabale that have been working with Kony. [...] Given the foregoing, we are not surprised by the arrogant ultimatum issues by the Rwanda government to Uganda. We reject that ultimatum. Ituri is more vital for Uganda's security than for the security of Rwanda, which has no border with Ituri at all. The Rwanda border is hundreds of miles away. » Le communiqué ougandais réitère également l'appel à une tierce partie qui puisse temporairement prendre la responsabilité de cette région: « *[a]nother measure that can assist this area and all of us is to place the United Nations (UN) observers at all the airfields in this area. It is through these airstrips that arms are brought into this area. If the UN could also establish a radar station in this area, they could also assist us in deterring adventurers in this part of the world. All this would even be better if there was a capable neutral party, mandated by the UN, that could take over the responsibility of this area temporarily. »* Et de tancer une dernière fois le Rwanda: « *[o]ur advice to Rwanda is that they withdraw from the precipice to which they are taking the region with their ultimatum. If attacked, Uganda will mobilise all its means and defend herself. Those that will have attacked us will be held responsible for all the nasty consequences. »* Le 18 mars, comme en écho, le ministre ougandais des Affaires étrangères James Wapakhabulo donne une interview au quotidien *The Monitor*, dans laquelle il estime que « *Uganda shall not dance to the whims and deadlines given by Rwanda »*.

La guerre des communiqués bat son plein: le 20 mars, Charles Muligande se lance dans une longue diatribe, accusant le leadership ougandais d'être seul responsable du conflit en Ituri, et préconisant le départ de l'armée de Museveni comme unique remède: « *[t]he conflict in Ituri is clearly a creation of the UPDF and consequently Uganda can not turn around and act as an honest arbiter. The only way forward is the UPDF's departure from Ituri and this will mark the beginning of the pacification of the region. »* Le ministre rwandais des Affaires étrangères s'attarde ensuite sur la matérialité de la collaboration ougandaise avec les « génocidaires »: « *[t]he Ugandan leadership's involvement with Interahamwe is a matter of record. Recently, the Kampala government has launched an aggressive operation to recruit Ex-FAR and Interahamwe being expelled by the Government of Tanzania. Uganda security agents have been active in the few remaining Rwandan refugee camps in Tanzania recruiting these elements. As the UPDF took control of Kanyabayonga in North Kivu, the Government of Rwanda requested Uganda access in order to deal with Ex-FAR and Interahamwe who were planning and mobilizing to attack Rwanda from these areas. Uganda did not only turn down this request, but also rejected a proposition for joint operation, as well as refusing to deal with the problem on their own, in violation of the Lusaka Agreement which stipulates that all the authorities*

operating in the DRC should disarm and dismantle these negative forces. The British Government as facilitator was duly informed. While governments in the region, including Tanzania, Zambia and Gabon, working with Rwanda and the UNHCR have successfully repatriated or worked out arrangements to repatriate Rwandan refugees in their countries, the Government of Uganda has rejected all official requests to resolve the Rwandese problem along the same lines. This is motivated by Uganda's desire to hold on to the Ex-FAR and Interahamwe elements among the refugees, whom they intend to use to attack Rwanda. » Et de conclure, non sans remettre à l'avant-plan une face méconnue mais essentielle du contentieux, son aspect psychologique: « [t]he Ugandan minister could not resist rubbing in their tired rhetoric of "what we went through to stand by those ladies and gentlemen in charge of Rwanda today". The NRM leaders should be reminded that a "good turn deserves another". Whatever support they provided during the RPF's struggle against dictatorship and repression, was not out of charity. Let us hope the NRM leadership appreciates the critical role played by Rwandans earlier during their own (NRM) struggle, which put them where they are today. [...] [W]e want to make it categorically clear that those who are now arming and supporting the Rwandan genocidaires should be warned because if they and their genocidal allies attack Rwanda, they will not live to regret their reckless acts. »

Le 4 avril, la CPI est enfin mise en place. Présidée par Behrooz Sadry, représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations unies pour la République démocratique du Congo, elle est forte de 177 membres: factions politiques et militaires parties au conflit, hommes d'affaires, délégués de la société civile, des communautés de base, de la MONUC, ainsi que des gouvernements ougandais, angolais et congolais; l'UPC n'en est pas⁵⁷. Maintes fois reportée, la date de retrait des troupes ougandaises est finalement fixée au 24 avril. Il n'est cette fois plus question de tergiverser. L'Ouganda ne peut se permettre de rester davantage en Ituri, sous peine de gravement ternir son image. Museveni, pourtant conscient des dangers, s'incline, la poursuite de sa présence devenant intenable. Le 15 avril, des représentants de l'Ouganda, du Congo et de l'Angola se rencontrent encore à Bunia.

Le retrait des dernières troupes ougandaises⁵⁸ inaugure de nouveaux combats et massacres à Bunia. Le 12 mai 2003, après plusieurs jours de combat, l'UPC se rend maître de la plus grande partie de la ville, à l'exception de l'aéroport. La France rend publique lendemain son intention d'intervenir dans la région, au grand dam des nouveaux maîtres de Bunia et de son allié

⁵⁷ Jusqu'à ce jour, l'UPC a tout fait pour saper l'autorité de la CPI et s'éviter la moindre perte d'influence dans les régions qu'il contrôle. Le Rwanda l'a toujours conforté dans cette attitude.

⁵⁸ Si les UPDF évacuent effectivement la ville, plusieurs sources confirment que celles-ci laissent derrière elles des armes aussitôt récupérées par des milices combattantes.

rwandais. L'Ouganda, lui, applaudit des deux mains, préférant voir la France à sa frontière plutôt que les sbires de Kagame⁵⁹. Il prend ainsi le risque d'accepter qu'une nation européenne puisse témoigner de son funeste rôle dans cette région et éventuellement en rassembler les preuves.

Le même jour, deux observateurs de la MONUC disparaissent et sont retrouvés assassinés, dans une tentative manifeste de décourager quiconque d'intervenir en Ituri. Ce n'est pas la première fois que la MONUC est ciblée. Le 6 mars, un hélicoptère de la MONUC essayait des tirs peu après son décollage de Bunia. On voudrait la faire déguerpir qu'on ne s'y prendrait pas autrement.

Quoi qu'il en soit, une mission de reconnaissance française arrive le 20 mai à Bunia, où la force internationale prend progressivement pied. L'UPC, lui, poursuit ses conquêtes, avec l'aide des RDF: le 11 juin, il prend Mongwalu au détriment du protégé de l'Ouganda, le commandant *munyamulenge* Jérôme Kakwavu Bokande. Le mouvement de Thomas Lubanga se dirige ensuite vers Mahagi et Aru, plus au nord à la frontière ougandaise. Toutes les conditions sont réunies pour le choc des titans.

5. LA PARTIE SEPTENTRIONALE DU NORD-KIVU ENTRE DEUX FEUX

Pris entre le marteau et l'enclume, la partie septentrionale du Nord-Kivu, soit le territoire contrôlé par le RCD-Kis-ML, mérite plus que jamais l'attention de la communauté internationale. Le Rwanda n'a jamais cessé de convoiter cet espace frontalier de sa zone d'influence au Congo, dernier obstacle à un contrôle du RCD-Goma sur la totalité de la province du Nord-Kivu. La raison essentielle en est la mainmise sur les recettes de la douane de Kasindi⁶⁰, génératrice d'énormes revenus. D'autres explications plus politiques et conjoncturelles s'y ajoutent. D'une part, pareille ambition rwandaise s'inscrit dans les manœuvres d'encerclement et d'isolement de l'Ouganda (voir *supra*), dont ce territoire est limitrophe. D'autre part, réuniifié avec Kinshasa⁶¹, le pays *nande* est toujours susceptible de menacer la pérennité de l'ascendant du Rwanda sur l'Est congolais. Dès lors, la conquête des localités aéroportuaires aurait de surcroît l'avantage de prévenir l'ouverture d'un nouveau front à l'initiative de Kabila. De ce point de vue,

⁵⁹ Incontestablement, le danger soudanais d'autrefois a fait place, dans le chef de l'Ouganda, à une menace rwandaise; lire à ce propos LELOUP, B., "Rwanda-Ouganda: chronique d'une guerre annoncée?", *op. cit.*, p.134. Cette menace explique en grande partie le renforcement des liens entre Kampala et Kinshasa, sous l'œil bienveillant de l'Angola.

⁶⁰ La deuxième du pays en importance après Matadi, dans le Bas-Congo.

⁶¹ Depuis l'accord de Sun City, qui « met en œuvre la réunification des territoires sous contrôle de toutes les composantes et entités belligérantes » signataires.

outre la ville de Beni, Butembo et son aéroport international en construction nous paraît stratégique⁶². Quant à trouver un relais congolais à cette action, nous avons le sentiment que certains membres de la communauté *nande* ne verraient pas d'un mauvais œil l'unification de "leur" zone de Beni/Butembo avec celle de Goma, même au prix d'une domination rwandaise⁶³. Cette ambition du Rwanda est encore exacerbée depuis que sa zone d'influence s'étend à l'Ituri; en contrôlant Beni, Butembo et Lubero, Kigali pourrait en effet revendiquer son emprise sur nombre de villes congolaises lelong d'une bande s'étendant du sud au nord du pays, de Pweto à Bunia, en passant par Kisangani.

Mais deux éléments contrecarrent depuis longtemps l'appétit de Kigali: la présence de la MONUC et la réaction prévisible de l'Ouganda. Malgré ces obstacles, le Rwanda sait qu'il a les ressources humaines et la capacité tactique et logistique de s'imposer rapidement.

Le 29 mars 2003, Kigali franchit un premier pas⁶⁴. Le territoire convoité est attaqué sur sa frontière sud-ouest, lors d'une première opération destinée autant à tester la communauté internationale que d'exercer une pression modérée sur Kinshasa, afin que le poste de chef d'état-major de la force terrestre soit attribué à Sylvain Buki. L'enjeu est de taille, et justifie certainement en grande partie l'action militaire en cours⁶⁵. Quelques localités périphériques tombent très vite aux mains du Rwanda et de ses alliés. Par ailleurs, l'intervention ouvre ainsi un front supplémentaire, et a donc l'avantage de faire diversion et de déstabiliser l'adversaire à un moment où l'attention est concentrée sur l'Ituri.

Le 8 juin, les combats reprennent de plus belle. Le RCD-Goma annonce dans un communiqué officiel la prise d'Alimbogo, sur la route entre

⁶² Le dynamisme de Butembo et de la région est peut-être aussi ce qui la perdra. Ni l'Ouganda, ni le Rwanda ne toléreront à cet endroit un aéroport qui ne soit pas sous leur contrôle.

⁶³ Entretiens à Kampala, Beni, Butembo et Goma, janvier et février 2003. La majorité des personnes rencontrées nous ont toutefois exprimé leur franche hostilité à l'égard de tout ce qui touche au Rwanda.

⁶⁴ En un sens, la pertinence des discussions relatives à la présence ou non d'éléments de l'armée rwandaise dans ces attaques est discutable. Certes, la violation du droit international, incontestable et qu'il ne faut dès lors cesser de dénoncer, est justement fondée sur la pénétration de troupes étrangères. Mais qu'importe finalement la présence ou non de forces étrangères dans la mesure où la décision d'intervenir militairement autant que la logistique des opérations proviennent de Kigali où les plans de bataille sont élaborés et discutés au jour le jour. Par ailleurs, la façon d'administrer les zones occupées ne s'écarte que très rarement de celle arrêtée dans la capitale rwandaise.

⁶⁵ Déjà le 8 juin 2002, Bunyatenge avait été prise afin d'exercer une pression limitée sur Kinshasa, au moment où la réunification avec la capitale était annoncée avec fracas. Kigali et ses alliés s'étaient cependant gardés d'une avancée plus importante pour ne pas se fermer toutes les portes.

Goma et Lubero. Deux jours plus tard, Kanyabayonga⁶⁶ est investi. La ville de Lubero tombe le 19 juin, instaurant un contrôle de fait sur la majeure partie du Nord-Kivu. Le moment choisi et l'ampleur que l'attaque prend soudainement n'est pas le fait du hasard. L'opération est sans doute une réplique à l'impressionnant défilé militaire du 17 mai, à Kinshasa⁶⁷. En outre, elle intervient après l'arrivée de soldats gouvernementaux à Beni. Manifestement confortée par l'intervention internationale en Ituri, Kinshasa entend profiter de l'occasion pour reprendre pied dans l'Est du pays.

A l'approche de Butembo, d'énormes pressions américaines obligent les assaillants à plus de modestie. Quant à l'Ouganda, il fait preuve dans cette affaire d'une retenue exemplaire, ses préoccupations et autres velléités interventionnistes étant de toute évidence apaisées par Washington.

6. CONCLUSION ET PERSPECTIVES

Maintes fois annoncé, l'ultime affrontement entre le Rwanda et l'Ouganda n'a pas eu lieu. Clare Short, parfois considérée comme le dernier rempart d'une collision frontale entre Kagame et Museveni, s'en est allée sans que les deux présidents n'en viennent aux mains, en tout cas à l'heure de terminer cet article, au mois de juin 2003.

Mais si une guerre ne menace pas directement Kampala ou Kigali, les deux capitales livrent bataille dans l'Est du Congo. Là, en se créant une classe politico-militaire à leur botte, elles y entretiennent la guerre, utilisant l'arme ethnique, jouant un groupe contre l'autre pour leur plus grand profit. Malheureusement, des Congolais irresponsables se laissent tenter, qui par le prestige, qui par opportunisme, pourvu qu'il soit rémunérateur. Le drame est que la communauté internationale ne donne tort ni aux premiers, ni aux seconds.

Sur le plan géopolitique, l'isolement du Rwanda est patent. Il risque de l'être d'autant plus qu'une fois ses alliés congolais installés à Kinshasa, ces derniers n'auront peut-être plus la même docilité qu'autrefois, lorsqu'ils étaient établis à Goma. Force est néanmoins de constater que le régime de Kagame continue à bénéficier de soutiens occidentaux suffisamment puissants pour perdurer. L'Ouganda tire remarquablement son épingle du jeu, tant au niveau régional qu'internationalement, même si, en fin de compte, il perd la partie en Ituri. L'implication grandissante de l'Angola et, surtout, des Etats-Unis à ses côtés est un atout non négligeable pour Museveni, et une épine au pied du Rwanda, au détriment de qui elle se fait.

⁶⁶ Localité située à la frontière entre la zone d'influence rwandaise et le territoire du RCD-Kis-ML auquel elle est rattachée.

⁶⁷ Celui-ci marque la commémoration du sixième anniversaire de la prise du pouvoir par l'ancienne AFDL, l'Alliance des forces démocratiques pour la libération (Congo-Zaïre).

Malgré les dénégations, l'antagonisme entre Kagame et Museveni reste d'actualité. Chacun fourbit ses armes et tente de s'assurer un maximum d'alliés au cas où une étincelle vienne à mettre le feu aux poudres. L'un et l'autre mettent en pratique une politique de *containment* de l'adversaire. A ce petit jeu, le relatif attentisme ougandais contraste avec l'agressivité manifestée par le Rwanda, particulièrement au Kivu et en Ituri. Sans un règlement du différend rwando-ougandais, le chemin de croix au Congo n'est pas prêt de s'achever.

Anvers, juin 2003